



L'an deux mille vingt-cinq et le quatre décembre, à dix-huit heures, les membres du conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le vingt-huit novembre deux mille vingt-cinq, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, en salle du MIN de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice :	55		
Présents :	31	Suffrages exprimés :	46
Absents :	24	- dont POUR :	46
Absents AVEC pouvoir	15	- dont CONTRE :	0
Absents SANS pouvoir	9	Nombre d'abstention(s) :	0

**Etaient présents :** M. DAUDET Gérard - Président

Mme AMOROS Elisabeth  
Mme ANGELETTI Frédérique  
Mme ARAGONES Claire  
Mme AUDIBERT Danielle  
M. BATOUX Philippe  
Mme BLANCHET Fabienne  
M. BOREL Félix  
M. CARLIER Roland  
M. COURTECUISSÉ Patrick  
Mme CRESP Delphine  
Mme DAUPHIN Mathilde

M. DECHER Martine  
M. DERRIVE Eric  
M. GERAULT Jean-Pierre  
Mme GIRARD Nicole  
Mme GREGOIRE Sylvie  
M. JUSTINESY Gérard  
Mme MILESI Véronique  
M. MOUNIER Christian  
Mme NALLET Christine  
M. NOUVEAU Michel  
Mme PALACIO Céline  
M. PETTAVINO Jean-Pierre  
M. PEYRARD Jean-Pierre  
Mme PONTET Annie  
M. RIVET Jean-Philippe  
M. ROUSSET André  
M. SILVESTRE Claude  
M. SINTES Patrick  
Mme STELLA Aurore

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

Mme BASSANELLI Magali  
M. BOURSE Etienne  
Mme BUCHACA Sophie  
Mme CLEMENT Marie-Hélène  
Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérèse  
Mme JEAN Amélie  
M. JUNIK Pascal  
M. KITAEFF Richard  
M. LE FAOU Michel  
M. LIBERATO Fabrice  
M. MASSIP Frédéric  
Mme PAIGNON Laurence  
Mme PIERI Julia  
Mme ROUX Isabelle  
M. SEBBAH Didier

ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth  
ayant donné pouvoir à Mme PONTET Annie  
ayant donné pouvoir à M. BATOUX Philippe  
ayant donné pouvoir à Mme BLANCHET Fabienne  
ayant donné pouvoir à M. PEYRARD Jean-Pierre  
ayant donné pouvoir à M. PETTAVINO Jean-pierre  
ayant donné pouvoir à Mme CRESP Delphine  
ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard  
ayant donné pouvoir à Mme GIRARD Nicole  
ayant donné pouvoir à M. RIVET Jean-Philippe  
ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre  
ayant donné pouvoir à M. DERRIVE Eric  
ayant donné pouvoir à M. CARLIER Roland  
ayant donné pouvoir à Mme DECHER Martine  
ayant donné pouvoir à M. ROUSSET André

**Absents excusés :**

M. ATTARD Alain  
Mme CATALANO-LLORDES Gaétane  
Mme FAURE Cécile  
Mme MACK Marie-Thérèse  
Mme MARIANI-RENOUX Séverine  
Mme MONFRIN Marie-Josée  
Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse  
M. VOURET Eric

**Absents non-excusés :**

M. SELLES Jean-Michel

**Secrétaire de séance :**

Mme AMOROS Elisabeth



N° 2025-202

**POLITIQUE DE LA VILLE – HABITAT - EMPLOI** – Attribution  
d'une subvention à FACE Vaucluse pour le Point d'Accès  
aux Droits et à l'Egalité

- *Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1611-4 ;*
- *Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association ;*
- *Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;*
- *Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 59 définissant la subvention ;*
- *Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;*
- *Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi 2000-321 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;*
- *Vu le décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État ;*
- *Vu l'arrêté du Premier Ministre du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 février 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;*
- *Vu la circulaire 5811/SG du 29 septembre 2015 définissant les nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;*
- *Vu l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2024-080 en date du 28 mars 2024 portant adoption du Contrat de Ville de Cavaillon « engagement quartiers 2030 » 2024-2030 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n°2025-090 en date du 22 mai 2025 portant sur la programmation 2025 du Contrat de Ville ;*
- *Vu l'avis du bureau communautaire en date du 24 novembre 2025.*

Le Point d'Accès aux Droits et à l'Egalité (PADE) est un service de proximité gratuit, qui traite toutes les questions relatives aux droits des étrangers. Il fonctionne dans le strict respect du cadre juridique et dans les limites posées par :

- Le droit ;
- Les textes internationaux, législatifs et réglementaires ;
- La jurisprudence en droit des étrangers.

Le PADE de Cavaillon, qui accompagne en moyenne 230 personnes par an, était porté par l'association ANPEP (Association pour la Promotion de l'Education Permanente) depuis 2015 et co-financé par la Politique de la ville (financements de la collectivité, de l'Etat, du Département et de la MSA).

Suite à des difficultés économiques importantes, l'ANPEP a été placée en redressement judiciaire le 25 juin 2025, puis a fermé ses portes au cours de l'été.

En collaboration avec les services de l'Etat, LMV Agglomération a accompagné la reprise de ce dispositif par un nouvel opérateur. Ainsi, FACE Vaucluse, déjà en charge de plusieurs actions d'accès aux droits et du PADE d'Avignon, et seul opérateur proposant la reprise de la salariée juriste de l'ANPEP, reprendra les permanences à Cavaillon à compter du mois de novembre.

Le Point Justice de l'Agglomération accueillera cette permanence hebdomadaire.

Lors du comité de pilotage du Contrat de Ville, une subvention de 11 000 € avait été attribuée à l'ANPEP pour cette action. Seul l'acompte, correspondant à 70 % du montant de la subvention, a été versé à l'ANPEP.



Afin d'accompagner la reprise de cette action par un nouvel opérateur, il est donc proposé d'attribuer le solde de la subvention annuelle, d'un montant de 3 300 €, à FACE Vaucluse.

Le Conseil Communautaire,  
Où le rapport ci-dessus,  
Délibère, et  
A l'unanimité des suffrages exprimés,

- APPROUVE l'attribution d'une subvention de 3 300€ à FACE Vaucluse pour l'action PADE ;
- AUTORISE le Président à signer tous documents utiles à l'exécution de la présente délibération.

La Secrétaire de séance,

Elisabeth AMOROS



Cavaillon, le 5 décembre 2025

Le Président,

Gérard DAUDET



